

Souveraineté alimentaire : la foire d'empoigne : quatre initiatives pour récupérer un généreux concept

Autor(en): **Tille, Albert**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2013)**

Heft 2015

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1014188>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

négalif. Les ménages à bas revenu et donc non assujettis à

l'impôt devraient également bénéficier de ce crédit et les familles dont l'impôt est

inférieur au crédit avoir droit au solde.

Souveraineté alimentaire: la foire d'empoigne

Quatre initiatives pour récupérer un généreux concept

Albert Tille - 14 novembre 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/24705>

La souveraineté alimentaire est un droit pour chaque Etat de mettre en place la politique agricole adaptée à sa population sans qu'elle puisse avoir un effet négatif sur les populations d'autres pays. Ce concept a été présenté lors du Sommet de l'alimentation de la FAO en 1996. Il visait essentiellement à protéger les agricultures vivrières des pays en développement qui sont menacées par la monoculture de produits destinés à l'exportation.

Cette généreuse idée altermondialiste a été récupérée par les paysans suisses. Pour eux, la souveraineté alimentaire signifie l'approvisionnement du pays avec des produits indigènes. Les écologistes, séduits également par ce vertueux concept, voient dans l'agriculture de proximité un moyen d'imposer moins de transports polluants et une production plus respectueuse de l'environnement.

En cet automne 2013, la souveraineté alimentaire devient une véritable foire d'empoigne avec l'annonce de

quatre initiatives populaires concurrentes sur ce sujet:

- Les délégués de l'[Union suisse des paysans](#) (USP) en décideront le 20 novembre.
- Prenant les devants, l'[UDC](#) présente un texte concurrent à celui, jugé trop mou, de la grande centrale agricole, et ceci conformément à sa [volonté clairement exprimée](#) de défendre la souveraineté alimentaire.
- [Uniterre](#), le syndicat paysan minoritaire, convoque ses troupes pour lancer son propre texte dont on ignore encore le contenu.
- Pour compléter ce bouquet, les [Verts](#) doivent encore décider entre deux variantes de leur initiative sur la souveraineté alimentaire.

L'activisme de cet automne est la retombée directe de la politique agricole 2014-2017 ([DP 1967](#)) approuvée ce printemps par le Parlement. Il s'agissait, pour faire court, de rendre l'agriculture plus écologique et un peu moins productiviste ([DP 1942](#)).

L'USP a échoué dans sa

principale revendication (le maintien de la contribution aux éleveurs par tête de bétail). Mais elle avait notamment obtenu une rallonge de l'enveloppe budgétaire et la prise en compte de l'[initiative parlementaire](#) de son directeur, le conseiller national PLR Jacques Bourgeois, en inscrivant dans la [loi sur l'agriculture](#) le respect du principe de la souveraineté alimentaire.

Malgré ce résultat mitigé, la grande centrale agricole a renoncé à combattre la révision de la politique agricole. Uniterre et quelques sections cantonales de l'UDC ont alors lancé le référendum mais ne sont pas parvenus à récolter 50'000 signatures. Ecoutant la grogne des éleveurs, qui représentent un fort contingent de ses membres, l'USP entend faire inscrire dans la Constitution un article 104a qui impose à la Confédération de renforcer l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires indigènes issues de la production «durable». L'UDC poursuit un but identique, mais précise que le taux d'auto-approvisionnement

ne doit pas être inférieur à celui calculé à l'entrée en vigueur de son initiative.

Pour contrôler l'auto-provisionnement, il faut pouvoir maîtriser le volume des importations. Or l'accord de l'OMC signé par la Suisse il y a 20 ans ne permet pas d'augmenter la protection douanière. Reste la possibilité d'accroître la production indigène.

Comme le sol agricole n'est pas extensible, il faut donc

pratiquer une agriculture plus productive et moins «durable». C'est ce que font les éleveurs de bovins. Pour accroître la production laitière, ils nourrissent les vaches comme des cochons en important massivement du soja et autres tourteaux ou céréales fourragères. Et ils comptent écouler à l'étranger leurs excédents de produits laitiers.

Afin d'intensifier la production herbagère et la grande culture, il faut intensifier l'utilisation des engrais importés. Curieuse souveraineté alimentaire.

Au-delà des beaux emballages de souveraineté alimentaire et de garantie de l'approvisionnement de la population suisse en produits indigènes «durables», les initiants veulent simplement garantir le revenu paysan. On ne saurait contester à une organisation agricole le droit de défendre ses membres ou à un parti de vouloir plaire à son électorat rural. Mais il ne faut pas être dupe des vertueux arguments pour voiler des intérêts purement sectoriels.

UBS sauvée des eaux...

... mais la question des banques systémiques n'est pas réglée pour autant

Jean-Pierre Ghelfi - 16 novembre 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/24715>

Tout est bien qui finit bien! [Après coup](#), il est facile de dire que la Confédération et la Banque nationale ont fait une bonne affaire en venant au secours d'UBS le 16 octobre 2008 en lui prêtant 6 milliards de francs pour augmenter ses fonds propres et en concluant avec elle «un accord portant sur le financement à long terme et la liquidation ordonnée de titres illiquides et d'autres actifs à problème pour un montant maximum de 60 milliards de dollars des Etats-Unis», somme qui représentait alors un tiers du capital de la BNS.

Cette opération était destinée à renforcer la stabilité du

système financier suisse. Elle intervenait dans le contexte d'une crise financière mondiale, un mois après la faillite de la banque Lehman Brothers.

Elle comportait des risques considérables. D'ailleurs les premières réactions à la décision des autorités fédérales et monétaires furent plutôt négatives. Pourquoi recourir à l'argent des contribuables (pour le prêt de la Confédération) et des citoyens (pour les fonds de la BNS) pour venir au secours de la première banque du pays qui n'avait à s'en prendre qu'à elle-même si elle n'arrivait pas à se faire rembourser les prêts insensés

qu'elle avait consentis?

Banque systémique

La Suisse, comme la plupart des autres pays d'ailleurs, découvrait à cette occasion la notion de «banque systémique» et, dans la foulée, se rendait compte que le secteur financier jouissait, même dans une économie dite libérale, d'un statut particulier, différent de celui des autres branches économiques. Les Etats et les banques centrales engageaient des programmes de plusieurs milliards de francs pour relancer l'économie et pour recapitaliser les plus grandes banques et assurer ainsi leur